



---

## «Establish a Community Gardens District» jardins communautaires et imaginaire urbain

Isabelle Krzywkowski, UMR Litt&Arts-ISA, Univ. Grenoble-Alpes, France  
isabelle.krzywkowski@univ-grenoble-alpes.fr

### Mots clefs :

jardins partagés; imaginaire urbain; communs.

### Keywords:

community gardens; urban imaginary; commons.

## RESUMO

En 2015, des habitants de Lower East Side à New York lancent une pétition intitulée « Establish a Community Gardens District<sup>1\*</sup> ». Cette initiative s'inscrit dans une démarche de longue haleine, qui vise à établir des jardins dans les espaces urbains vacants pour permettre aux habitants de se réapproprier la ville. Je voudrais partir de cet exemple afin de réfléchir sur le rôle que joue aujourd'hui le jardin pour penser et pratiquer autrement la ville. Je commencerai par rappeler la place que tient le jardin (j'utilise ici ce terme dans sa valeur générique) dans les politiques urbaines, où la ville de New York fait figure de cas exemplaire. Je m'intéresserai ensuite au jardin comme espace critique (un aspect des liens complexes que le jardin entretient avec le politique), que confirme l'histoire très politique des jardins partagés de Lower East Side. Je me demanderai pour finir dans quelle mesure cette pratique constitue une pensée alternative de la ville. Je soumetts ici une réflexion en cours, que les échanges lors du colloque de l'ICHT permettront d'approfondir.

---

<sup>1</sup> Lancée par des jardiniers dans le cadre du Community Board 3 [conseil de quartier] en janvier 2015, pour obtenir de la ville de New York la reconnaissance d'un « district » de jardins à East Village, la pétition avait reçu 885 signatures au moment de sa fermeture. On en trouve le texte à l'adresse: Lancée par des jardiniers dans le cadre du Community Board 3 [conseil de quartier] en janvier 2015, pour obtenir de la ville de New York la reconnaissance d'un « district » de jardins à East Village, la pétition avait reçu 885 signatures au moment de sa fermeture. On en trouve le texte à l'adresse : <https://www.change.org/p/city-of-new-york-establish-a-community-gardens-district-that-includes-all-community-gardens-within-community-board-3-and-map-and-designate-these-gardens-as-parklands>.

---

## Le jardin et la ville

Le jardin public a été un élément déterminant de la ville moderne, je n'en referai pas ici l'histoire (pour une étude de son rôle au XIX<sup>ème</sup> siècle, voir par exemple Debié, 2002). Sa double visée, hygiéniste et de paix sociale, perdure, même si elle se réalise dans des formes variées : les jardins collectifs sont un élément du dispositif. À la différence du parc public, la démarche des jardins collectifs est fondée sur la participation. Ils ont une histoire propre, où il faut distinguer les « colonies<sup>1</sup> » (par exemple de jardins ouvriers ou familiaux), où chacun s'occupe d'une parcelle, et les jardins partagés, dont les débuts sont souvent liés à une préoccupation pédagogique : les jardins scolaires (Krzywkowski, 1999) et les fermes urbaines semblent les premières formes de jardinage collectif au XIX<sup>ème</sup> siècle.

L'importance du jardin collectif en termes de politique urbaine publique a été bien analysée (une synthèse dans Baudry, Rémy, Scapino, 2014) : les travaux soulignent la redynamisation des liens sociaux et un sentiment d'appartenance territoriale accru, dont les municipalités comprennent en général l'intérêt. Les jardins partagés sont donc un outil de gestion sociale, de « pacification », souvent implantés dans des zones de trafics, et de « gentrification », car ils augmentent la valeur d'un quartier. La préoccupation grandissante pour les questions environnementales oblige également les municipalités à afficher une conscience écologique, à laquelle les jardins donnent une image concrète.

Mais les études pointent aussi d'autres apports, peut-être moins en adéquation avec les perspectives de la gestion institutionnelle, comme l'épanouissement personnel, une amorce d'autosuffisance, une participation à la gestion, un sentiment de réappropriation de l'espace public (Demailly, 2014). La pratique du jardin partagé, *a fortiori* quand il débute par une occupation, est une forme d'intervention dans l'espace public qui a pu faire l'objet de critiques<sup>2</sup>, mais qui repose sur la participation directe. Son empan est limité, mais il sert de base à une expérience de cogestion, et nous verrons plus loin l'importance que prend cette revendication dans le positionnement des collectifs de jardiniers face à la municipalité.

La ville de New York est de ce point de vue tout à fait exemplaire<sup>3</sup>. Elle a développé, dès 1902, un intérêt pédagogique pour les fermes urbaines, qui s'est traduit par plusieurs implantations. Dans les années de guerre, l'appel à l'autosuffisance prend des allures patriotiques, avant de devenir un outil d'aide sociale suite à la crise de 1929 (création de « *Subsistance Gardens* » dans les parcs publics dans les années 1930-1940). Plusieurs maires ont mis en place des programmes de jardins partagés, y compris pour des considérations esthétiques d'amélioration du cadre de vie. Le plus important, « *The Green Thumb program* », lancé en 1978 pour répondre à la crise de

1 J'emprunte ce terme à l'allemand, qui parle de « Gartenkolonie » ou de « Gartenlaube ».

2 Certains chercheurs ont pointé le risque d'une « privatisation » ou d'une « communautarisation » de l'espace public. Il est à noter que les chartes proposées par les municipalités incluent en général une clause d'ouverture au public, voire l'obligation de mettre en place des activités culturelles.

3 Pour une présentation générale, voir « History of Community Gardens », sur le site du New York City Department of Parks & Recreation, dont les informations qui suivent sont tirées : <https://www.nycgovparks.org/about/history/community-gardens>.

l'urbanisation new yorkaise, perdure aujourd'hui, tout en ayant su évoluer : soutenue au niveau fédéral par le programme « *Housing and Urban Development* », la ville coordonne un réseau de jardins partagés sous statuts, auxquels les services municipaux apportent une assistance logistique. Au départ installés sur des espaces temporairement vacants, une première vague d'agrémentation dans les années 1980 en pérennise un nombre important et le programme continue d'en labelliser de nouveaux. À cela s'ajoute un réseau très dense d'associations à buts non lucratifs, de fondations de défense des territoires (comme le *Trust for Public Land*, fondé en 1972, ou le *New York Restoration Project*, en 1995) et de conseils de quartier qui soutiennent des projets de jardinage collectif.

Mais New York est également un modèle de luttes habitantes, et le quartier de Lower East Side, sur lequel je me suis penchée, en est le centre névralgique, cœur à la fois historique et « mythique ». Dans les années 1970, alors que la ville connaît une paupérisation dramatique, de nombreux bâtiments et espaces tombent en déshérence (East Village connaît une série d'incendies). C'est dans ce contexte qu'est lancé en 1973 le mouvement des « *Green Guerrillas* » qui, en ensemençant « sauvagement » (avec des bombes de graines) des espaces en friche, amorce une vague de réappropriation des espaces urbains par les habitants. La figure de proue en est l'artiste Liz Christie, qui obtient en avril 1974 la reconnaissance du premier jardin partagé (au coin de Bowery et Huston Street, où il est toujours), amorce du large mouvement de jardins partagés (*Community Garden mouvement*).

La situation se renverse brutalement avec l'arrivée du maire Rudolph W. Giuliani en 1998, qui choisit de financer la réhabilitation urbaine par la privatisation et met en vente une centaine de jardins en mai 1999. La lutte pour le maintien des *community gardens* s'organise et obtient un arrêt de la procédure (qui n'empêche cependant pas la destruction traumatisante, en février 2000, de l'emblématique « Jardin de la Esperanza »), qui débouche en 2002 sur la signature, avec le nouveau maire Michael Bloomberg, d'un « *Community Gardens Agreement* » qui en pérennise un grand nombre. Dans ce combat, la défense des jardins collectifs s'est politisée et, nous y reviendrons, a gagné en envergure dans ses revendications et ses enjeux. Dans la note programmatique « *Where We Stand and How We Got Here* » présentée au forum des *Community Gardens* de 2010, la NYCCGC (*New York City Community Garden Coalition*, union de collectifs créée en 1996) se félicite d'un nouveau dynamisme et note cette évolution :

*a new generation of gardeners interested not only in improving their local communities, but in addressing the larger issues of making our city and world a greener, more livable, and more sustainable one for all. (NYCCGC, 2010)*

Une nouvelle génération de jardiniers, pas seulement intéressés à améliorer leur communauté locale, mais aussi à traiter des questions plus vastes pour rendre notre ville et notre monde plus vert, plus vivable et plus durable pour tous.

En 2015, quand est lancée la campagne « *Establish a Community Gardens District* », les quartiers de Lower East Side et East Village comptaient 46 jardins [ill. 1] qu'il s'agissait ainsi de protéger (car les attaques reviennent régulièrement : destruction du *Adam Purple's Garden of Eden* en 1986 ; menaces sur le *Children's Magical Garden* en 2014 ; etc.), en obtenant aussi leur gestion directe par les habitants.

### Le jardin, l'espace d'une critique « radicale »

Le fait que Michel Foucault ait classé le jardin parmi les hétérotopies (et plutôt du côté de ce qu'il appelle les « hétérotopies de crise » et les « hétérotopies de compensation<sup>4</sup> ») est un éclairage important pour comprendre la dimension politique du jardin, même si Foucault insiste surtout, dans le « troisième principe », sur sa valeur symbolique (le microcosme) : « Le jardin, c'est la plus petite parcelle du monde et puis c'est la totalité du monde. Le jardin, c'est, depuis le fond de l'Antiquité, une sorte d'hétérotopie heureuse et universalisante » (Foucault, [1967], 1984, 1994, p. 759). Mais c'est aussi cette puissance imaginaire qui permet au jardin d'être un espace critique du monde qui l'entoure.

Cette qualité politique du jardin tient à plusieurs facteurs. D'abord, le jardin est un lieu d'expérimentation : sur les éléments naturels qu'il utilise et adapte, bien sûr, mais aussi comme expérimentation d'un mode de vie, voire d'un projet de société. C'est d'ailleurs ce que l'on retrouve dans toute la littérature fictionnelle inspirée par le jardin – pour n'évoquer que l'utopie de l'Élysée de Julie à Clarens, dans *La Nouvelle Héloïse* de Rousseau. La variété même des jardins partagés de Lower East Side témoigne de la plasticité du jardin et de la créativité assumée des jardiniers : les choix collectifs déterminent la tonalité particulière de chaque jardin, plus communautaire ou plus culturel, plus ornemental ou plus utilitaire, plus organisé ou plus désordonné. La variété tient aussi au projet qu'ils affichent, aux réseaux auxquels ils appartiennent : la plupart d'entre eux sont labellisés « *Green Thumb* », mais peuvent aussi signaler d'autres engagements [ill. 2], par exemple dans la préparation du « *Earth Day* » [ill. 4], dans la coalition indépendante des *Community Gardens* de New York (NYCCGC) ou dans un large réseau militant alternatif, comme le fait *La Plaza Cultural*.

La possibilité qu'offre le jardin partagé d'expérimenter une pratique collective en fait, par ailleurs, l'un des espaces où se théorise et s'expérimente une pensée des communs. L'intérêt particulier du jardin est qu'il permet de faire converger plusieurs approches : la préoccupation environnementale et la réflexion sur les « biens communs » (par exemple divers projets ayant trait à la gestion de l'eau ou à la suppression des pesticides), comme la volonté de retrouver des pratiques et des modes d'organisation collectifs et horizontaux (l'échange de savoirs, notam-

<sup>4</sup> Premier principe : « Dans les sociétés dites « primitives », il y a une certaine forme d'hétérotopies que j'appellerais hétérotopies de crise, c'est-à-dire qu'il y a des lieux privilégiés, ou sacrés, ou interdits, réservés aux individus qui se trouvent, par rapport à la société, et au milieu humain à l'intérieur duquel ils vivent, en état de crise. » ; Sixième principe : « créant un autre espace, un autre espace réel, aussi parfait, aussi méticuleux, aussi bien arrangé que le nôtre est désordonné, mal agencé et brouillon. Ça serait l'hétérotopie non pas d'illusion mais de compensation » (Foucault, 1967, 1984, p. 752-762).

ment intergénérationnel, mais aussi interculturel, est un des éléments les plus souvent mis en avant par les jardiniers), ou encore celle d'une cogestion radicale avec mise en commun des biens dans les « *communal gardens* ». Plusieurs jardins sont également soucieux de témoigner de l'histoire du quartier, travaillant à constituer une communauté liée par le partage pratique mais aussi mémoriel d'un territoire (Lee et Newfont (2017) répertorient d'ailleurs le jardin urbain parmi les dispositifs qui favorisent la transmission orale de l'histoire et des traditions des communautés). Cette mémoire est aussi une réaction contre l'effacement sélectif de l'histoire sur lequel se développe la gentrification des anciens quartiers populaires : à Lower East Side, la mémoire des luttes ouvrières (Tompkins square a été le centre récurrent de manifestations, depuis la journée d'émeute du 13 février 1874 jusqu'à celles d'août 1988, suite à l'expulsion de personnes sans domicile fixe qui y demeuraient), celle des occupations dans les années 1980 et 1990 (un petit *Museum of Reclaimed Urban Space* (MoRUS) a été créé sur l'avenue C) sont un constituant important des revendications portées avec les jardins et de la tradition dans laquelle ils s'inscrivent pour certains explicitement (certains *Community Gardens* ont d'ailleurs été fondés par des acteurs des occupations de bâtiments).

Dans le cadre du jardin se développe donc une écologie au sens large, telle que Félix Guattari la propose dans *Les Trois Écologies* en 1989. Comme le veut son « écosophie », plusieurs des jardins partagés de Lower East Side et les projets dans lesquels ils s'inscrivent articulent écologie environnementale, écologie sociale et écologie mentale. Cette contestation urbaine est porteuse d'un projet politique explicite et d'ampleur, qu'illustre par exemple le mot d'ordre de l'organisation *Earth Celebration*<sup>5</sup> : « Engager les communautés à produire le changement écologique et social par les arts » [*Engaging Communities to Generate Ecological and Social Change Through the Arts*]. Ainsi, pour l'année 2018-2019, a-t-elle lancé le projet *Ecological City* :

*a cultural and climate action project engaging the Lower East Side community through creative strategies co-creating a theatrical pageant and environmental actions to develop and bring together climate resiliency and ecological sustainability plans, policies and solutions within the gardens, neighborhood and waterfront of the Lower East Side of New York City, and its contribution to city and global climate challenges. (Earth Celebration, 2018)*

un projet d'action culturelle et climatique engageant la communauté de Lower East Side grâce à des stratégies créatives, en co-crédant des cérémonies théâtrales et des actions environnementales pour développer et réunir les plans, politiques et solutions de résilience climatique et de durabilité écologique dans les jardins, les quartiers et les rives de Lower East Side à New York City, et ainsi contribuer aux défis climatiques urbain et global.

Le jardin favorise donc l'engagement, dans le sens large de l'anglais *commitment* et plus ouvertement politique du français. C'est précisément autour de cet enjeu que les tensions entre la municipalité et toutes les formes d'organisation institutionnelles, d'une part, et la critique

<sup>5</sup> *Earth Celebration*, organisation, fondée en 1994 par des artistes engagés dans l'action sociale, développe par les arts et les actions collectives des événements de sensibilisation encourageant le changement écologique et social. Site en ligne : <http://earthcelebrations.com>. Elle organise chaque année au printemps une fête commémorant les luttes autour des jardins.

radicale activiste, d'autre part, sont les plus sensibles. Pour la première, l'action des jardiniers doit se limiter à la gestion du terrain qui leur a été confié. Les seconds exigent l'autogestion et l'auto-détermination, et se méfient des formes d'institutionnalisation. Non que son intérêt ne soit pas reconnue : le programme *Green Thumb*, par exemple, lui-même obtenu par la lutte, a permis le maintien de nombreux jardins. Néanmoins, les jardins détruits (« *bulldozed* » est le terme) ne sont pas oubliés : la NYCCGC en tient le décompte, *Earth Celebration* les mentionnent dans son répertoire et leur destruction est documentée au MoRUS. La reconnaissance n'abolit donc pas la défiance, ni la critique (ainsi, à propos du *Trust for Public Land* et du *New York Restoration Project*, qui ont permis de sauver une centaine de jardins dans les années 2000, la NYCCGC dénonce-t-elle la tendance à la privatisation : le financement par une fondation minore le contrôle des espaces par la communauté<sup>6</sup>). Le schéma ici ne répond pas complètement à celui que propose Stéphane Tonnelat (2016) dans son étude de la jetée 84 sur l'Hudson : la négociation a conduit à une forme d'institutionnalisation, mais le programme *Green Thumb*, né du conflit, constitue un réel soutien ; et les pratiques d'occupation perdurent (au demeurant nécessaires pour la création de nouveaux jardins), continuant de construire des revendications ; on est plus proche de la situation décrite par Kaduna-Eve Demailly à propos des jardins partagés parisiens, où « participation et autogestion [...] peuvent s'envisager dans un même *continuum* » (Demailly, 2014, p. 6).

Le jardin partagé est ainsi l'un des lieux où se construit, selon Benjamin Shepard (2009), un « *Radical Democratic Counterpublic* » (un récent petit ouvrage français (Lenoir, 2018) applique à cette perspective le qualificatif de « *punk* »), qui aide à critiquer et combattre les valeurs de la société néolibérale : à la productivité, les jardiniers répondent par l'autosuffisance ; à la temporalité du projet, ils opposent les rythmes saisonniers du jardinage et l'atemporalité mythique du jardin (une figure de Gaïa est par exemple kidnappée et sauvée chaque année lors de la *Procession to Save Our Gardens*) ; à la technologie, ils préfèrent les techniques et leur apprentissage, la transmission d'un savoir-faire, le bricolage ; et aux bulldozers, ils opposent la résistance civile pacifiste.

### Le jardin pour penser l'urbain

Si le jardin peut fonder une pensée politique, dans quelle mesure se décline-t-elle dans une pensée critique de la ville ? Ou, pour le dire autrement, dans quelle mesure le fait d'offrir un refuge contre la ville serait-il autre chose que l'expression d'une aversion, la recherche d'une échappatoire ? Le besoin d'échapper à la ville constitue indubitablement la principale raison avancée par les jardiniers, et la nécessité de conserver un contact avec la nature est un argument de poids dans la défense des jardins. Peut-on dès lors envisager comme une « pensée de la ville » une activité qui se définit comme son antithèse ? Il est pourtant possible de considérer que le partage d'un jardin est non seulement une expérience alternative de la ville, mais que cette autre façon d'habiter la ville fonde un imaginaire urbain spécifique.

<sup>6</sup> « On the eve of a scheduled auction, two groups, *The Trust for Public Land* and *New York Restoration Project*, negotiated purchase of 59 and 55 gardens, respectively. While we celebrate the preservation of these gardens we are mindful that they are now under private rather than public community control. » (NYCCGC, 2010).

La pensée politique radicale, on l'a vu, dénonce une conception restreinte de la démocratie urbaine : une approche « *top down* », où la concertation n'est que de façade ou limite l'intervention citoyenne à la gestion d'un (petit) espace. En regard, la pratique des *Community Gardens* exige l'autogestion des espaces : par la pratique du jardinage partagé, mais aussi par son mode d'organisation (l'existence du réseau permettant « de créer une alternative à l'organisation verticale de la société » et donnant « la possibilité à l'habitant d'intervenir dans la construction socio-spatiale de son environnement quotidien » (Baudry *et al.*, 2014, § 34), le jardin contribue à transformer le consommateur en acteur. Instrument de réappropriation de l'espace urbain, le jardin est en même le lieu où expérimenter une autre manière de le gérer et de le vivre.

Cette exigence de démocratie participative nécessite une capacité de discours critique et militant sur la ville en train de se faire. Le premier niveau, particulièrement pendant les années Giuliani, consiste en la dénonciation de la spéculation immobilière et l'affirmation d'un droit des habitants sur l'espace urbain. Les jardins ont dans cette lutte une valeur hautement symbolique : espaces publics investis, ils opposent le bien commun à l'urbanisme marchand et affairiste qui contrevient en même temps à la loi et à l'intérêt supérieur des habitants (l'impact environnemental dénoncé dans la procédure en justice contre la ville en 2000). Les luttes actuelles ont aussi beau jeu de pointer la contradiction entre une politique d'affichage écologique portée par l'essor des « écoquartiers » et la mise en place d'une « *smart city* » particulièrement polluante et aliénante.

Par ailleurs, cette ville marchande et marchandable constitue une menace pour les jardins autant que pour nombre de jardiniers. La gentrification qu'elle annonce s'accompagne de l'exclusion d'une partie au moins des habitants. Contre cet effet de ségrégation, les collectifs de jardiniers exigent, pour ceux que le profit marginalise, le droit à rester dans les lieux et dans un cadre non dégradé, mettent en avant l'interaction que le jardin rend possible entre les générations et entre les communautés et défendent la diversité, condition du commun, selon Hanna Arendt (1958, 1983, 98-99), et caractéristique de la ville. De fait, s'il n'est pas rare que les jardins affichent une identité communautaire (tel ce jardin des anciens militaires [ill. 3], ou tel autre qui affiche un drapeau de la République dominicaine), le réseau assure un brassage des pratiques et des idées, une expérience partagée du quartier (Baudry *et al.*, 2014, § 34) qui se veut « fraternelle » : comme le dit avec humour l'un des fondateurs du réseau LUNGS (*Loisaida United Neighborhood Gardens*), les moustiques qu'ils partagent assurent de toute façon une communauté du sang (LUNGS, 2011)...

À un second niveau, c'est la ville fonctionnaliste et la notion de « projet urbain » qui fait l'objet de la critique : fondée sur l'expérience et l'interaction, la pratique jardinière est aux antipodes d'un urbanisme « sur papier » qu'elle dénonce comme aveugle aux besoins réels et aux pratiques habitantes (aux modes de vie, aux usages), voire à l'intérêt commun de l'ensemble des New-yorkais. Le combat autour du réseau hydraulique est de ce point de vue riche d'enseignement : ville fondée sur l'eau, New York a cessé d'en tenir compte<sup>7</sup>, tout en vivant sous la menace des

<sup>7</sup> Voir par exemple l'intéressante analyse que fait Stéphane Tonnelat de la lutte pour la réappropriation de l'histoire et de l'espace du fleuve par la pratique de l'aviron (Tonnelat, 2016).

inondations. Le jardin de *La Plaza Cultural* fait valoir que sa mare écologique est aussi un remède efficace contre la macadamisation excessive (le quartier a moins souffert de l'ouragan et des inondations de 2012) et la ville a mis cette option à l'étude. Loin d'opposer ville/nature, il faut chercher un équilibre auquel les jardins contribuent : ils rendent la ville plus vivable, mais aussi plus viable. On notera bien sûr que le maintien des jardins doit ainsi constamment enrichir les arguments de leurs défenses ; mais c'est probablement aussi cette contrainte qui permet de donner corps, à côté d'une pensée environnementale générale, à une réflexion sur les conditions d'existence, non seulement en ville, mais de la ville.

De ce point de vue, la place faite à l'art est intéressante. Le lien est traditionnel, mais la démarche engagée par plusieurs jardins pousse cette association bien au-delà du simple ornement. À côté de quelques jardins d'artistes (par exemple le jardin de sculptures de la galerie Kenkeleba House), d'œuvres offertes (par exemple la grille de la Plaza Cultural, réalisée par Rolando Politi [ill. 5]), de fresques d'artistes militants, on trouve des œuvres sans nom d'auteurs, des formes récupérées, des collections d'objets, jusqu'au flamant rose fétiche kitch des années 1970 : le paysage des « jardins anarchiques » (Montpied, 2011) et d'une créativité partagée. Par ailleurs, l'art tient une place importante dans les pratiques collectives menées dans les jardins. La dimension culturelle est souvent affichée, à commencer par le nom de *La Plaza Cultural*, qui s'est dotée d'une scène en plein air et d'un kiosque à musique, et a reçu un « *Public Art Award* ». C'est encouragé par la ville, qui a mis en place un programme de prêt d'œuvres et de mécénat et soutient la collaboration d'artistes et de jardiniers autour d'un projet (« *Art in the Gardens* », porté par le réseau *Green Thumb*). Des structures associatives, comme « *Create Change Program of The Laundromat Project* », déclinent aussi pratiques théâtrales, lectures, organisation de parades, de fêtes et de festivals préparés collectivement. Les artistes qui y participent se reconnaissent en général dans l'art social ; les pratiques de création collective sont privilégiées, pour rendre la parole à tous mais contribuant aussi à « la reconquête d'un degré d'autonomie créatrice » qui, selon Guattari, prépare « d'autres reconquêtes dans d'autres domaines » (1989, 72). À ces objectifs, Raul Ayala and Fernanda Espinosa, de la *Cooperativa Cultural 19 de enero* (CC 119), ajoutent une volonté d'intervention esthétique, qu'ils développent à propos du projet *Know Waste Land* en octobre 2018 : ils **désirent** permettre de « rompre avec le paysage d'entreprises qui domine visuellement » [*to disrupt the dominant corporate visual landscape with images inspired by and for*]. Le jardin transforme donc la ville parce qu'il transforme la vision de la ville. Le fondateur du réseau LUNGS dit finalement la même chose dans son entretien avec *The Local East Village* en 2011, lorsqu'il donne pour tâche aux jardins de changer le regard des gens sur New York.

De même, la place accordée à la pratique ne répond pas seulement à des fins pédagogiques, mais relève de cette éthique de l'*otium* à laquelle le jardin est associé depuis l'antiquité et qui s'oppose avec force à la raison utilitariste de la ville. Après l'écologie du XX<sup>ème</sup> siècle, qui sortait de la ville, l'écologie urbaine propose la piste paradoxale des espaces vacants – « vacant » au sens où ils ne font pas l'objet d'une utilisation dédiée, ce qui les rend particulièrement foisonnants : l'imaginaire, dit Castoriadis, est « la possibilité de faire surgir des éléments et des relations non-prédéterminés » (2008, 149). Le lien qui s'établit entre la friche et le jardin ne

tient dès lors pas qu'au fait que l'un s'installe souvent sur les espaces de l'autre, mais à ce qu'ils constituent deux espaces « non prédéterminés » que chaque individu habite à sa manière. La réappropriation de l'espace public ne se limite donc pas à le préserver de la privatisation marchande, mais exige aussi de le sortir de la logique utilitariste. Cela illustre la définition qu'Henri Lefebvre donnait des « besoins urbains spécifiques » comme « besoins de lieux qualifiés, lieux de simultanéité et de rencontres, lieux où l'échange ne passerait pas par la valeur d'échange, le commerce et le profit », mais par « un temps de ces rencontres, de ces échanges » (Lefebvre, 1968, 1974, 108). En ce sens, la « vacance » est la condition d'une nouvelle pensée de l'urbain.

La revendication d'un « district des jardins » prend donc tout son sens dans le cadre de ce processus d'élargissement politique qui légitime l'intervention habitante globale par une pensée alternative de l'urbain. Le jardin y est à la fois lieu d'expérimentation et modèle critique, qui transforme radicalement la pratique, la structure, le rythme et la finalité de la ville. Si, comme l'affirme Guattari, « les individus doivent devenir à la fois solidaires et de plus en plus différents », cette ville alternative est le lieu qui peut favoriser, du fait de sa nature foncièrement hétérogène, la réappropriation des « Univers de valeur au sein desquels des processus de singularisation pourront retrouver consistance. » (Guattari, 1989, 71-72).

## Références

*Friches, squats et autres lieux : les nouveaux territoires de l'art ?* MAUNAYE, Emmanuelle (dir.). [Arles] : Actes Sud, 2005.

*Urban Gardening. Über die Rückkehr der Gärten in die Stadt.* MÜLLER, Christa (Hg.). Munich : oekom verlag, 2011

ARENDET, Hannah. *The Human Condition* (1958). *Condition de l'homme moderne*, Paris : Calmann-Lévy, 1961, 1983

BAUDRY Sandrine, RÉMY Elisabeth, SCAPINO Julie. « L'espace public à l'épreuve des jardins collectifs à New York et Paris ». *Géocarrefour*, 2014, 89/1-2, p. 41-51. [consulté le 04 novembre 2018] URL : <<http://journals.openedition.org/geocarrefour/9388>>. DOI : 10.4000/geocarrefour.9388.

CASTORIADIS, Cornelius. *L'Imaginaire comme tel*. Paris : Hermann, 2008

DEBIÉ, Franck. *Jardins de capitales. Une géographie des parcs et jardins publics de Paris, Londres, Vienne et Berlin*. Paris : Éditions du CNRS, 2002.

DEMAILLY, Kaduna-Eve. « Les jardins partagés franciliens, scènes de participation citoyenne ? », *EchoGéo* [En ligne], 27, 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/13702> ; DOI : 10.4000/echogeo.13702 [consulté le 01 octobre 2016].

FOUCAULT, Michel. « Des espaces autres » ([1967], 1984). *Dits et écrits, 1954-1988*. Paris : NRF-Gallimard, 1994, T. IV (1980-1988), p. 752-762.

GUATTARI, Félix. *Les Trois Écologies*. Paris : Galilée, 1989

KRZYWKOWSKI, Isabelle. « Bataille autour d'un jardin : le "jardin scolaire" en France avant-guerre ». In KRZYWKOWSKI, Isabelle. *Jardins entre Rêve et Pédagogie*. Presses de l'Université d'Artois, *Cahiers Robinson*, 1999, n°5, p. 135-164.

LEE Debbie, NEWFONT, Kathryn. *The Land Speaks: New Voices at the Intersection of Oral and Environmental History*. New York : Oxford University Press, 2017.

LEFEBVRE, Henri. *Le Droit à la ville*. Paris : Éditions Anthropos, 1968. Paris : coll. Point, 1974.

LENOIR, Éric. *Petit traité du jardin punk. Apprendre à désapprendre*. Mens : Terre vivante, 2018.

MONTPIED, Bruno. *Éloge des jardins anarchiques*. Montreuil : L'insomniaque, 2011 (avec un DVD de Rémy Ricordeau, *Bricoleurs de paradis*).

REYNOLDS, Richard. *On guerrilla gardening: a handbook for gardening without boundaries*. New York : Bloomsbury, 2008. *La Guérilla jardinière*, Gap : éditions Yves Michel, 2010.

SHEPARD, Benjamin. « Community Gardens, Convivial Spaces, and the Seeds of a Radical Counterpublic ». In GAUTNEY, Heather D., SMITH, Neil, DAHBOUR, Omar, DAWSON, Ashley. *Democracy, States, and the Struggle for Social Justice*. New York : Routledge, 2009, p. 273-295.

SHEPARD, Benjamin, SMITHSIMON, Greg. « Community Gardens and a Space to Play ». *The Beach Beneath the Streets. Contesting New York City's Public Spaces*. Albany, New York : Excelsion editions, 2011

TONNELAT, Stéphane. « La carrière d'un interstice urbain à New York. Deux rôles distincts de l'espace dans les mobilisations autour d'un projet d'aménagement ». In COMBES, Hélène, GARIBAY, David, GOIRAND, Camille. *Les Lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Saana*. Paris : Karthala, 2016, p. 211-234.

## Sitographie

- « Where We Stand and How We Got Here » [en ligne] (2010). New York City Community Garden Coalition (NYCCGC). [consulté le 7/3/2019]. Consultable sur le Web : <https://nyccgc.org/about/history/>

- « History of Community Gardens » [en ligne]. New York City Department of Parks & Recreation. [consulté le 7/3/2019]. Consultable sur le Web : <https://www.nycgovparks.org/about/history/community-gardens>

- Raul Ayala and Fernanda Espinosa, à propos du projet *Know Waste Land*, soutenu par le « Create Change Program of The Laundromat Project » [en ligne]. [consulté le 7/3/2019]. Consultable sur le Web : [https://greenthumb.nycgovparks.org/news.html?news\\_id=428](https://greenthumb.nycgovparks.org/news.html?news_id=428) Octobre 2018.

- *Earth Celebration* [en ligne]. [consulté le 7/3/2019]. Consultable sur le Web : <http://earthcelebrations.com>. **Un répertoire des jardins de NYC est accessible à l'adresse : [http://www.earthcelebrations.com/gardens/8bc\\_1.html](http://www.earthcelebrations.com/gardens/8bc_1.html)**

- LUNGS (*Loisaida United Neighborhood Gardens*) : entretien avec *The Local East Village*, 26/9/2011 [en ligne]. [consulté le 7/3/2019]. Consultable sur le Web : <http://localeastvillage.com/2011/09/26/lungs-unites-community-gardeners-against-development/>

- *Museum of Reclaimed Urban Space* (MoRUS). [consulté le 7/3/2019]. Consultable sur le Web : <http://www.morusnyc.org>

Illustrations



Illustration 1 © Isabelle Krzywkowski (2016)



Illustration 2 © Isabelle Krzywkowski (2016)

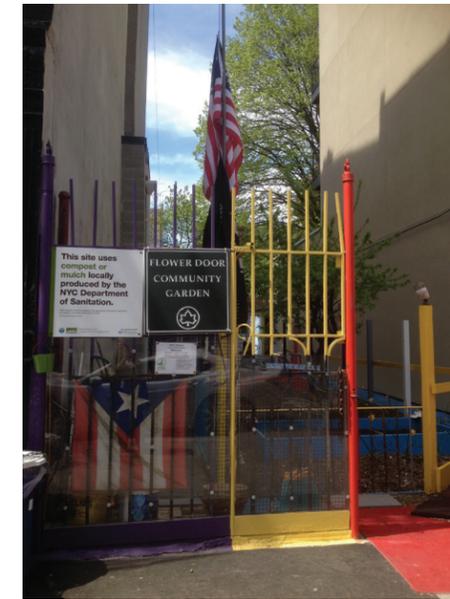


Illustration 3 © Isabelle Krzywkowski (2016)



Illustration 4 © Isabelle Krzywkowski (2016)



Illustration 5 © Isabelle Krzywkowski (2016)

